

# COMMUNE DE SAINT MEEN

## AMENAGEMENT D'UNE ZONE DE LOISIRS



### CAHIER DES CHARGES TECHNIQUES PARTICULIERES

#### LOT N°2 -TERRAIN MULTISPORTS

## *SOMMAIRE*

### **OBJET DU PRESENT C.C.T.P**

<b>1. PRESCRIPTIONS GENERALES.....</b>	<b>3</b>
1.1. OBJET DU PRESENT C.C.T.P.....	3
1.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX.....	3
1.3. LIMITE GENERALE DES TRAVAUX.....	3
1.4. AUTRES PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR.....	4
1.5. REPARTITION DES TRAVAUX DANS LES LOTS.....	5
1.6. IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	5
1.7. NIVEAUX DE REFERENCE.....	5
1.8. ETAT DES LIEUX.....	5
1.9. MODIFICATIONS CONTRACTUELLES.....	6
1.10. ENTENTE AVEC LES TIERS.....	6
1.11. CONCESSIONNAIRES.....	6
1.12. MAINTIEN EN ETAT DES VOIES ET RESEAUX EXISTANTS.....	7
1.13. ECOULEMENT DES EAUX.....	7
1.14. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ET DES SERVICES PUBLICS.....	7
1.15. TRAVAUX AU VOISINAGE DES LIGNES DES CANALISATIONS ELECTRIQUES ET DES CONDUITES DE GAZ.....	8
1.16. POUSSIERES.....	8
1.17. MOTEURS ET APPAREILS MECANIQUE.....	8
1.18. SIGNALISATION DES TRAVAUX.....	8
1.19. ENLEVEMENT DES MATERIELS ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI.....	8
1.20. AIRES DE STOCKAGE.....	9
1.21. GESTION DES DECHETS.....	9
1.22. PLAN DE GESTION DES EFFLUENTS DE CHANTIER ET POLLUTIONS	9
<b>2. PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX.....</b>	<b>10</b>
2.1. PROVENANCE DES MATERIAUX.....	10
2.2. ESSAIS DES MATERIAUX.....	10
2.3. PRESCRIPTIONS GENERALES - NORMALISATION.....	10
2.4. TERRAIN MULTISPORTS.....	11
2.5. ASSIS DEBOUT.....	11
2.6. FILET DE VOLLEY.....	11
2.7. FILET DE BASKET ANTI VANDALISME.....	11
2.8. TRACAGE DES SURFACES DE JEU.....	11
2.9. PARE BALLON LATERAL.....	12
2.10. FICHES TECHNIQUES.....	12
2.11. MODELE.....	12
<b>3. MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX.....</b>	<b>13</b>
3.1. ETAT DES LIEUX.....	13
3.2. DOCUMENTS D'EXECUTION.....	13
3.3. DELAI DE PRESENTATION DES DOCUMENTS.....	13
3.4. PLANNING DES TRAVAUX.....	13
3.5. CONTROLE DES TRAVAUX.....	14
3.6. COMPTES RENDUS D'EXECUTION DES TRAVAUX.....	14

<b>3.7. VISITES DE CHANTIER.</b>	14
<b>3.8. CHANTIER.</b>	14
<b>3.9. TRAVAUX PREPARATOIRES</b>	14
<b>3.9.1. Installation, signalisation</b>	14
<b>3.9.2. Piquetage implantation</b>	14
<b>3.10. MISE EN OEUVRE DE LA STRUCTURE</b>	15
<b>3.11. TEST DE CONFORMITE</b>	15
<b>3.12. GARANTIE</b>	15

## **1. PRESCRIPTIONS GENERALES**

### **1.1. OBJET DU PRESENT C.C.T.P.**

Les stipulations du présent cahier des charges techniques particulières (C.C.T.P.) concernent les travaux nécessaires aux travaux de fourniture et mise en oeuvre d'un terrain multisports sur la zone de loisirs de la commune de Saint Méen.

La soumission au présent marché suppose, de la part des entrepreneurs, leur adhésion aux prescriptions du présent cahier des charges techniques particulières.

### **1.2. CONSISTANCE DES TRAVAUX.**

Les travaux consistent en :

- \* Travaux de scellement
- \* Montage de la structure

Ils comprennent :

- Les installations de chantier,
- le démontage et le repliement des installations de chantier,
- la production sur le chantier de toutes les fournitures nécessaires à la bonne exécution des travaux et à leur contrôle,
- les frais d'outillage et de matériel y compris éventuellement les locations d'engins et de véhicules,
- l'organisation des travaux,
- l'établissement des repères de mensurations et leur conservation,
- le piquetage précis de tous les travaux et ouvrages,
- le nettoyage permanent des salissures causées par les engins et camions sur les voies de circulation situées à l'intérieur ou à l'extérieur du chantier,
- les frais de main d'oeuvre y compris les charges afférentes, les indemnités diverses, les déplacements, les frais de paniers, les intempéries, les frais d'assurance etc... ,
- la protection des installations limitrophes si besoin et des dépôts de matériels,
- la mise en place de clôtures type 'chantier' sur l'emprise du chantier, conformément à la réglementation en vigueur, y compris pose et repose selon les phases du chantier,
- la participation autant que de besoin à tous les travaux de contrôle, de coordination et de réception y compris toutes les mises au point rendues nécessaires à la suite des travaux,
- les mesures d'entretien et de conservation des ouvrages et végétaux du présent marché en bon état jusqu'à la réception des travaux toutefois le Maître d'Ouvrage se réserve le droit de fournir les matériaux, les végétaux, toutes les fois qu'il le jugera nécessaire et de désigner à l'entrepreneur le lieu où il doit en prendre livraison.

### **1.3. LIMITE GENERALE DES TRAVAUX**

Les divers documents du dossier de consultation définissent, pour chaque partie de l'installation, les travaux qui sont à la charge de l'entrepreneur et ceux qui sont hors prestations de l'entrepreneur.

Toutefois, il est spécifié que l'objet du marché est la réalisation de l'ensemble des travaux nécessaires à la mise en état de fonctionnement des installations définies dans ce dossier.

L'entrepreneur devra donc prévoir dans sa fourniture, tous les accessoires nécessaires à cette réalisation et ne pourra invoquer ultérieurement un oubli du dossier pour éviter de fournir ou de monter tout organe ou appareil nécessaire à la livraison en état de marche de l'ensemble de l'installation.

Il est précisé que la liste des travaux non compris, éventuellement présentée par les entrepreneurs, en annexe à leur acte d'engagement est sans valeur, et ne saurait être prise en considération ultérieurement que dans la mesure où elle aurait été explicitement rappelée par une clause du marché à intervenir.

Cette prescription est notamment applicable à toutes les variantes susceptibles d'être présentées.

L'énumération précédente n'exclut pas les travaux qui pourraient être omis ou qui s'imposeraient pour une exécution parfaite suivant les règles de l'art.

Toutes les installations et tous les ouvrages seront livrés complets en ordre de marche, y compris la fourniture, le transport, la mise en place, l'alimentation, le raccordement ainsi que le réglage de tous les appareils, ouvrages divers et accessoires nécessaires au bon fonctionnement des installations et ouvrages réalisés.

L'entrepreneur devra effectuer tous les essais préalables et l'entretien des installations et ouvrages jusqu'à leur réception et prise en charge par le maître d'ouvrage.

En aucun cas, l'entrepreneur ne pourra arguer de l'imprécision des plans, descriptifs et documents annexes ou d'omissions, s'il y a lieu, pour refuser d'exécuter, dans le cadre et les conditions de son marché, tout ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement et à la parfaite utilisation des installations.

Il lui appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer, par ses connaissances professionnelles, aux détails dont les emplacements, nature ou qualité seraient implicitement prévus dans une réalisation normale des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir tous les travaux indispensables, dans l'ordre général ou par analogie, étant entendu qu'il doit assurer le complet et parfait achèvement des ouvrages de son corps d'état, quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, dès que ces travaux sont nécessaires à la réalisation du projet.

L'entrepreneur reconnaît, à cet effet, s'être rendu compte exactement des travaux à exécuter, de leur importance, et de leur nature. Il reconnaît avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles, aux détails qui auraient pu être omis dans le présent document ou sur les documents graphiques.

De ce fait, il ne saurait être accordé en aucun cas, une majoration quelconque des prix pour raison d'omission ou d'imprécision au présent document ou sur les documents graphiques.

#### **1.4. AUTRES PRESTATIONS A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR.**

Bien que l'entrepreneur ne puisse lui-même apporter des modifications aux plans du Maître d'oeuvre, il doit signaler tous les changements qu'il croira utile de proposer. Il provoquera tout renseignement complémentaire sur ce qui semblerait douteux ou incomplet et assurera la vérification de la concordance des plans guides avec les documents contractuels. Les dimensions données sur plans ou dans le présent descriptif pour les ouvrages ou leurs composants sont à respecter. Si l'entrepreneur estime certaines normes insuffisantes, il devra en référer au Maître d'oeuvre avec justificatifs à l'appui, car l'entrepreneur reste responsable de ses ouvrages. L'entrepreneur prend possession du terrain en son état actuel. Il est réputé avoir reconnu le terrain, avoir exactement apprécié la nature des difficultés présentées par les

différents travaux dans l'établissement de ses différents prix. Aucun supplément dû à une mauvaise appréciation des difficultés du chantier ne sera accordé.

Il doit tenir compte également des particularités des routes d'accès pour l'amenée de son matériel et la circulation de ses camions et faire son affaire des autorisations administratives nécessaires.

Les itinéraires de circulation des véhicules desservant le chantier seront impératifs et donnés par le Maître d'ouvrage. L'entrepreneur ne pourra élever aucune protestation dans le cas de changement de ces itinéraires, que cela provienne du Maître d'Ouvrage ou d'autres autorités. L'entrepreneur devra se conformer aux dispositions de sécurité relatives à l'entrée et à la sortie des véhicules (Code de la Route). Ainsi, dans le cas où les accès emprunteraient des voies importantes, le Maître d'Ouvrage pourra exiger que l'accès du chantier par les véhicules lourds (au delà de cinq tonnes) soit interdit à certaines heures ou en certaines circonstances. Les voies de chantier éventuellement nécessaires à l'entrepreneur seront établies aux frais de ce dernier.

Toutes les précautions sont à prendre pour éviter les désordres aux ouvrages voisins éventuels. Il devra s'assurer au besoin par sondages à la main du positionnement exact des réseaux existants. L'entrepreneur reste seul responsable pour tous les dommages consécutifs à ces travaux. L'entrepreneur devra prendre toutes les précautions et dispositions de sécurité pour éviter les accidents et ce, avant le commencement des travaux.

Durant le chantier et jusqu'à la réception, l'entrepreneur devra prévoir la protection de ces ouvrages, notamment en cas d'intervention près des dits ouvrages d'une autre entreprise et de ses matériels. Les fouilles s'entendent exécutées en terrain de toute nature (cubage compté terrain en place) et par tous moyens.

### **1.5. REPARTITION DES TRAVAUX DANS LES LOTS.**

Sans objet

### **1.6. IMPLANTATION DES OUVRAGES.**

Conformément à l'article 5 du fascicule du CCTG, l'entrepreneur devra effectuer à ses frais le piquetage de tous les ouvrages prévus aux pièces techniques et aux plans. Le Maître d'oeuvre se réserve le droit de porter toutes modifications de détail de tracé, jugées nécessaires. Les travaux doivent commencer après accord sur le tracé. Les points altimétriques repérés doivent persister jusqu'après la réception des travaux. L'entrepreneur doit pour toutes ces opérations et pour toute opération de vérification que désirerait exécuter le Maître d'oeuvre, tenir à la disposition de celui-ci le matériel topographique et le personnel qualifié nécessaires. Les frais engagés par l'entrepreneur à cette occasion sont implicitement compris dans les prix unitaires de règlement des travaux.

### **1.7. NIVEAUX DE REFERENCE.**

Les points topographiques joints au plan, sont réputés contractuels. L'entreprise dispose d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de Service pour demander l'établissement d'un constat contradictoire avec le Maître d'oeuvre. Passé ce délai, l'entreprise est considérée comme ayant accepté sans restriction le levé topographique d'origine.

### **1.8. ETAT DES LIEUX.**

L'entrepreneur est réputé avoir pleine et entière connaissance des lieux et de la consistance de ces travaux et des difficultés d'exécution éventuelles. Il est censé s'être rendu sur place pour évaluer exactement la nature des différents travaux. En outre l'entrepreneur est réputé avoir tenu compte notamment et sans que cette énumération présente un caractère limitatif :

- La nature et le nombre des accès, les contraintes de circulation routière,
- L'accessibilité du chantier,
- La nature particulière des sols.

### **1.9. MODIFICATIONS CONTRACTUELLES**

L'entrepreneur ne pourra porter de lui-même aucun changement aux dispositions contractuelles sans l'accord écrit du maître d'œuvre.

Toute demande de modification sera transmise au maître d'œuvre.

Elle devra être écrite et accompagnée d'une partie économique précisant l'incidence sur l'ouvrage concerné.

D'une façon générale, un ouvrage modifié pour les convenances d'exécution ne pourra coûter plus cher que l'ouvrage initialement projeté.

### **1.10. ENTENTE AVEC LES TIERS**

L'entrepreneur est réputé connaître, pour s'en être personnellement rendu compte, la nature des lieux, la situation des travaux, la présence des canalisations existantes et projetées, la nécessité de conduire les travaux simultanément avec d'autres entreprises.

Il devra, avant d'établir son chantier, entrer en relation :

- avec les services techniques de la commune.
- avec les propriétaires riverains.
- avec les services et sociétés chargés des divers réseaux souterrains et aériens.
- avec les entrepreneurs chargés d'autres travaux, soit dans l'enceinte du chantier, soit à sa proximité immédiate.

L'entrepreneur est chargé des demandes d'arrêtés de voirie délivrés par les autorités compétentes (Commune, ATD, Préfecture, etc.), pour la réalisation de ses travaux.

Il devra en outre obtenir auprès des services de l'Agence Technique Départementale, les autorisations nécessaires pour la réalisation de ses travaux sur les voies dont celle-ci serait gestionnaire.

Préalablement au démarrage de ses travaux, l'entrepreneur fournira pour chaque secteur, des plans de phasage complétés par le plan du projet de balisage et de protection correspondant (signalisation, jalonnement, rampes de défilement, flash, etc.), les feux provisoires éventuellement nécessaires ainsi que le planning détaillé par phase.

Tous les renseignements nécessaires à l'entrepreneur pour ces ententes devront être réclamés, en temps utile, au maître d'œuvre.

### **1.11. CONCESSIONNAIRES**

Avant toute intervention sur le site, l'entrepreneur devra établir ses Déclarations d'Intention de Commencement des Travaux (DICT) nécessaires et procéder avec les services publics ou privés concernés à la reconnaissance des différents réseaux existant dans l'emprise ou à proximité immédiate de ses travaux.

L'entrepreneur du présent lot devra intégrer dans ses travaux les différents éléments (qualité des matériaux et tracés) qui lui seront fournis par les différents concessionnaires et leur soumettre à l'accord ses plans et descriptifs de travaux.

Il devra également adapter ses ouvrages aux différentes demandes formulées par les concessionnaires et ce dans le cadre du marché, ainsi que de les informer, en temps utile, de ses différentes interventions.

Enfin, il devra l'établissement et la fourniture de plans de récolement spécifiques à chaque réseau, conformes à leur cahier des charges et ce en autant d'exemplaires qu'il leur seront nécessaires.

#### **1.12. MAINTIEN EN ETAT DES VOIES ET RESEAUX EXISTANTS.**

L'entrepreneur sera responsable jusqu'à l'expiration du délai de garantie du maintien en bon état des voies, réseaux, clôtures et installations de toutes natures, publiques ou privées, affectés par ses propres travaux.

Il devra de ce fait, faire procéder à tous travaux de réparation, de réfection ou de nettoyage nécessaires. Il devra de même permettre le passage de la circulation générale ou locale, l'exécution des services publics (ramassage des ordures...) ainsi que l'écoulement des eaux superficielles ou profondes. L'entrepreneur supportera sans élever à ce sujet aucune réclamation ni prétendre à aucune indemnité ou allongement du délai contractuel, les interruptions de travail, gênes, sujétions ou fausses manoeuvres quelconques qui en seraient la conséquence, installera à ses frais conformément aux instructions de la direction des travaux, tous les passages provisoires nécessaires pour assurer l'accès des propriétés riveraines et l'exploitation des services dont les ouvrages ou les véhicules empruntent la voie publique. La direction des travaux aura le droit en cas d'urgence à la suite d'une injonction restée sans effet, de prendre d'office et aux frais de l'entrepreneur les mesures nécessaires pour remplir ces conditions. L'entrepreneur devra dans tous les cas, prévenir les concessionnaires intéressés et signaler suffisamment tôt à la direction des travaux, les permissions, les arrêts ou dérogations qu'il y aurait lieu de solliciter des pouvoirs publics. Il devra à ses frais assurer le placardage de ces textes et mettre en place la signalisation correspondante. Toutes les mesures nécessitées par l'exécution des travaux détaillés au présent article resteront à la charge de l'entrepreneur.

#### **1.13. ECOULEMENT DES EAUX.**

L'entrepreneur devra sous sa responsabilité, organiser ses chantiers de manière à les débarrasser des eaux de toute nature, à ne pas intercepter les écoulements et à prendre les mesures utiles pour que ceux-ci ne soient pas préjudiciables aux fonds et ouvrages susceptibles d'être intéressés. Il devra notamment protéger les fouilles contre les eaux de surface et les sources au moyen de tous dispositifs agréés par la direction des travaux. Si les circonstances l'y obligent, l'entrepreneur devra installer aux endroits convenables, les pompes et accessoires (tuyau d'aspiration et de refoulement, canalisations ou goulottes pour l'écoulement des eaux) nécessaires aux épuisements, à l'évacuation des eaux rencontrées. En résumé, il aura la charge d'assurer tous les équipements et de prendre toutes les mesures nécessaires à l'assainissement du chantier de façon à ce que tous les ouvrages soient exécutés à sec. Ces sujétions font partie des aléas normaux de l'entreprise et ne donneront lieu à aucune rétribution spéciale. L'entrepreneur ne pourra élever aucune réclamation, ni prétendre à aucune indemnité en raison de la gêne ou de l'interruption du travail, des pertes des matériaux ou de tous les dommages qui pourraient résulter des arrivées d'eau d'infiltration ou de celles consécutives aux phénomènes atmosphériques.

#### **1.14. SUJETIONS RESULTANT DE L'EXPLOITATION DU DOMAINE PUBLIC ET DES SERVICES PUBLICS.**

Les sujétions de toute nature et les retards qui pourraient résulter de la découverte de canalisations, câbles, conduites etc. de toute nature non repérés avant le début du chantier et de la nécessité de leur maintien en service ainsi que de la présence de chantiers de travaux nécessaires à la pose, au déplacement ou à la transformation de ces installations, ne donneront lieu à aucune indemnité, ni plus value. L'attention de l'entreprise est particulièrement attirée sur les sujétions qui résulteront pendant toutes la durée des travaux de la nécessité de restreindre au maximum la gêne apportée dans l'exploitation du domaine public ou privé.



#### **1.15. TRAVAUX AU VOISINAGE DES LIGNES DES CANALISATIONS ELECTRIQUES ET DES CONDUITES DE GAZ.**

Les dispositions mentionnées dans le présent article correspondent à l'application des textes réglementaires. L'entrepreneur avant d'effectuer les travaux de terrassements, de fouilles, de forages ou d'enfoncement, devra s'informer auprès du représentant local de la distribution d'énergie électrique de canalisations électriques souterraines à l'intérieur du périmètre des travaux projetés ou à moins de 1.50m. de ce périmètre.

#### **1.16. POUSSIÈRES**

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin de ne pas générer de poussières de quelques origines qu'elles soient. L'entrepreneur devra procéder à tous les arrosages des pistes afin d'éviter la formation de poussières. L'entrepreneur est civilement responsable des accidents de toute nature qui auraient pour cause un manquement aux préconisations citées ci-dessus.

#### **1.17. MOTEURS ET APPAREILS MECANIQUES.**

Au cas où les travaux nécessiteraient l'emploi de moteurs ou appareils mécaniques, l'entrepreneur devra prendre à ses frais, risques et périls, toutes les mesures nécessaires en vue d'éviter tout danger d'incendie ou d'explosion. Le fonctionnement des moteurs et appareils devra être réalisé de manière à réduire au minimum la gêne imposée aux riverains et usagers, en particulier des mesures spéciales devront être prises pour limiter le bruit produit par les moteurs, outils ou appareils employés sur le chantier. Les matériels utilisés sur les chantiers, ainsi que les conditions de leur utilisation, doivent satisfaire à la réglementation fixée en vigueur relative à l'insonorisation des engins de chantier.

Le maître d'œuvre pourra interdire l'emploi sur le chantier, sans indemnité pour l'entrepreneur, de tout appareil ou engin qui ne satisferait pas à cette réglementation.

#### **1.18. SIGNALISATION DES TRAVAUX.**

L'entrepreneur devra se conformer à la réglementation en vigueur conformément à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière livre 1, huitième partie, édition 2000, « Signalisation Temporaire ».

L'entrepreneur devra assurer la signalisation, au besoin la clôture et la garde de jour comme de nuit de ses chantiers et dépôts de matériaux, établir les barrages nécessaires aux interdictions ou modifications de circulation.

L'entrepreneur devra toutes les signalisations temporaires de chantier et aussi les informations aux usagers à mettre en place au droit des différentes voies de circulation après entente avec les services techniques de la commune et de l'ATD sur le continu.

#### **1.19. ENLEVEMENT DES MATERIELS ET DES MATERIAUX SANS EMPLOI.**

L'entrepreneur devra procéder, au fur et à mesure de l'avancement de ses travaux, dans le délai maximum de quinze jours après l'achèvement de ceux-ci, au nettoyage et à la remise en état des emplacements qu'il aura occupés, soit pour implanter ses baraques ou installations de chantier, soit pour y déposer les matériaux nécessaires à ses travaux.

Faute de satisfaire à cette condition, il sera soumis à une pénalité de 100,00 euros par jour calendaire, non limitative, qui se cumulera le cas échéant, à la pénalité de retard. Cette pénalité sera applicable à chacun des emplacements et lieux de dépôt utilisés par l'entrepreneur.

**1.20. AIRES DE STOCKAGE.**

L'Entreprise ne pourra en aucun cas stocker, même d'une façon provisoire, de matériels ou matériaux en dehors de la zone délimitée par les palissades qui correspondent à l'emprise du chantier sauf accord de la Maîtrise d'ouvrage.

Une aire de stationnement devra être réservée à l'intérieur de l'emprise, le stationnement sur les voies publiques ne sera pas toléré.

**1.21. GESTION DES DECHETS.**

Les déchets de chantier feront l'objet d'un tri sélectif par type de produits recyclables ou non, soit par tri sur le site par la mise en place de bennes ou containers adaptés, soit par tri et dépôt en déchetterie.

**1.22. PLAN DE GESTION DES EFFLUENTS DE CHANTIER ET POLLUTIONS**

En préalable, l'entrepreneur devra présenter un plan de gestion des effluents de chantier et pollutions et mettre en place des mesures préventives.

Les produits ou matériaux pouvant présenter un danger pour l'homme ou l'animal sont à évacuer en décharge agréée ou en usine d'incinération, tous les autres produits sont transportés en décharge publique. Si d'autres pollutions étaient découvertes ou des produits polluants ou dangereux mis à jour, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'interrompre les travaux le temps nécessaire pour consulter les services compétents et résoudre les problèmes de pollution.

## **2. PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX.**

### **2.1. PROVENANCE DES MATERIAUX.**

L'entrepreneur indiquera quinze jours au moins avant leur approvisionnement, la provenance précise des matériaux qu'il envisage d'utiliser. Cette indication devra être accompagnée de toutes justifications démontrant que les matériaux proposés répondent bien aux spécifications imposées.

Toute livraison exécutée avant l'agrément du Maître d'Œuvre sera faite aux risques et périls de l'entrepreneur. Si les matériaux mis en œuvre sont refusés, le Maître d'Œuvre pourra exiger leur remplacement immédiat. Tout changement dans l'origine des matériaux devra recevoir dans les conditions ci-dessus définies, l'agrément du Maître d'Œuvre.

### **2.2. ESSAIS DES MATERIAUX**

Tous les matériaux seront avant leur emploi, présentés au maître d'oeuvre. Celui-ci prescrira éventuellement les essais à faire subir aux matériaux fournis par l'entrepreneur. Les essais seront à la charge de l'entrepreneur. Ils seront exécutés par un laboratoire, une station ou un organisme compétent choisi par le maître d'oeuvre.

En cas de refus de matériaux, ceux-ci seront transportés hors du chantier par les soins et aux frais de l'entrepreneur dans le délai qui sera fixé par le maître d'oeuvre lors de la notification de refus. Faute par l'entrepreneur de se conformer à cette prescription, il sera procédé d'office, par le maître d'ouvrage aux frais, risques et périls de l'entrepreneur, sans qu'une mise en demeure préalable soit nécessaire.

L'entrepreneur devra soumettre dans un délai maximal de deux semaines des échantillons de tous les matériaux utilisés.

### **2.3. PRESCRIPTIONS GENERALES - NORMALISATION.**

Indépendamment des dispositions particulières imposées sur le présent cahier des charges, les matériaux devront répondre aux prescriptions édictées par les normes françaises homologuées ainsi que par les cahiers des prescriptions communes et des clauses techniques générales applicables aux marchés des travaux publics et notamment les fascicules se rapportant aux travaux faisant partie de l'entreprise. Ces documents qui ne sont pas joints au présent dossier mais dont l'entrepreneur reconnaît avoir une parfaite connaissance :

Les travaux objets du présent marché seront impérativement soumis aux règlements, normes et décrets encadrant la mise à disposition des « équipements sportifs en accès libre » (EN 15312 de mai 2007 et décret 07-1133 du 24 juillet 2007 et EN 1176 -1), celles concernant les équipements sportifs (NF S – 52 -01) et celles en vigueur à la date de soumission des offres.

Les éléments qui seront installés devront faire l'objet d'une copie de l'attestation de conformité aux exigences de sécurité, délivré par un bureau de contrôle.

Les éléments formant la structure devront être conformes aux normes telles que celle concernant la protection contre les coincements de doigts et de tête (EN 15312 et EN 1176 – 1), l'incitation à grimper (EN 15312) etc.

Les agrès sportifs, tels que les cercles de basketball, les buts de futsal et de handball seront conformes au décret 96 – 495 et aux normes NF EN749, NF EN748 et NF EN1270.

## **2.4. TERRAIN MULTISPORTS**

Le maître d'ouvrage attendra avant tout des prestations de qualité, conformes à la réglementation en vigueur, une structure solide, une assurance de sécurité des usagers et une longévité des éléments installés. Il attachera aussi une importance au confort acoustique de la structure (anti-vibration et anti-bruit) tant dans son efficacité que dans sa longévité.

Tout équipement de jeux devra offrir toutes les garanties requises sur le plan de la conception, de la sécurité, de la durabilité et de la facilité d'entretien : ininflammables, forte résistance à l'usure et aux chocs et résistant au vandalisme.

### Terrain multisports dimensions 24,20 x 12,40m.

- Acier galvanisé, finition thermolaquée, RAL 7040 gris clair avec poteaux et arrière buts RAL 3004 rouge Bordeaux
- Poteaux diam. 90mm. ép2mm. sur platine, bouchonnage soudé des dessus de poteaux.
- Palissades à barreaudage vertical dont une palissade à ouverture deux vantaux verrouillable, 2 Palissades latérales hauteur hors sol 1,10m. avec 2 poteaux de volley 2,50m. et 4 buts brésiliens largeur 1,00m. cadre barreaudé courbé
- 2 frontons de 12,40m. Hauteur 3,30m. en partie centrale et 2,20m. de part et d'autre sur double poteaux; comprenant 2 buts multisports ouverts latéralement avec barres anti cycles et un passage PMR mécanique. Cage arrière hauteur 2,20m. longueur 3m. double poteau central
- 2 paniers de basket avec barres de soutien sur frontons, filets polyamide tressé diam. 4mm.
- Filet pare-ballons sur un fronton, maille 45x45mm. en polypropylène sans nœuds, traité anti UV. fil diam. 2,3mm. ralingué sur le périmètre, poteaux hauteur 5m.
- Panneau d'information aux usagers bridé sur ossature du but, plaque Trespa 8mm. 0,80x0,20m.
- Boulonnerie et visserie inox y compris tous accessoires.

## **2.5. ASSIS DEBOUT**

Assis debout métallique finition idem structure multisports, longueur 2,00m. hauteur hors-sol 1,30m. poteaux verticaux 90mm. cintrés, sur platines, lisses 60mm.

## **2.6. FILET DE VOLLEY**

Filet de Volley 9x1m. mailles 100mm. Filet polypropylène noir sans nœuds de 3mm. Bande PVC fluo jaune en partie haute et latérale. Cordon de tension et renforts latéraux.

## **2.7. FILET DE BASKET ANTI VANDALISME**

Filet basket anti vandalisme Câble Hercule 5mm. noir

## **2.8. TRACAGE DES SURFACES DE JEUX**

Traçage des surfaces de jeux, Hand, foot, basket en trois couleurs, fourniture de peinture compatible avec le support application et marouflage

## **2.9. PARE BALLON LATERAL**

Pare ballon latéral, longueur 20m., hauteur hors-sol 5m.

- Poteaux galvanisés plastifiés diam. 90mm. avec jambe de force, finition poudrage. Grillage simple torsion en partie basse, hauteur 2m. diam 2,7mm. maille 50mm. galvanisé plastifié.
- Filet de protection supérieur sur 3m. maille 140mm. polypropylène sans noeuds anti UV, 30gr/m<sup>2</sup>, câble acier galvanisé gainé vert diam. 5mm. pour fixation haute du filet, tendeurs serre-câbles y compris tous accessoires,

## **2.10. FICHES TECHNIQUES**

Tout équipement sera accompagné d'une fiche technique, notice de montage, plan d'implantation, plan de scellement, certification normative, notice d'entretien, et rapport de charge in-situ et rapport de réception.

## **2.11. MODELE**

Le candidat aura toute latitude pour proposer des matériels et modèles, sous réserve qu'ils soient au moins équivalents en qualité, dimensions, forme, aspect, etc... à ceux demandés dans le présent CCTP.

Le candidat retenu devra justifier de la provenance des matériaux au moyen de bons de livraison délivrés par le responsable de fabrication, à défaut, par un certificat d'origine ou autres pièces.

### **3. MODE D'EXECUTION DES TRAVAUX**

#### **3.1. ETAT DES LIEUX.**

L'entrepreneur est réputé connaître les lieux et déclare s'être rendu personnellement compte de leur situation exacte, de l'importance de la nature des travaux à effectuer, et de toutes les difficultés pouvant résulter de leur exécution.

Les renseignements donnés sur les plans ne constituent que des éléments d'informations qu'il appartient à l'entrepreneur de vérifier sous sa responsabilité.

Dans l'hypothèse où des erreurs ou des omissions apparaîtraient dans les plans ou les pièces écrites, l'entrepreneur devra le faire savoir sous trois jours, passé ce délai, toutes les réclamations seront nulles et non avenues et l'entrepreneur devra exécuter les travaux dans les règles de l'art sans possibilité de paiement supplémentaire.

#### **3.2. DOCUMENTS D'EXECUTION.**

Avant tout commencement d'exécution, l'entrepreneur est tenu de vérifier sous sa responsabilité les cotes figurant sur les plans, dessins ou croquis ainsi que les quantités prévues. Sous réserve de cette vérification et des modifications de détail qui pourraient éventuellement recevoir l'agrément du Maître d'Œuvre, l'entrepreneur est tenu de se conformer aux plans d'ensemble et de détails joints au présent marché.

Au cours de l'exécution des travaux, tous les dessins, croquis, études ou échantillons qui sont à soumettre à l'agrément du Maître d'Œuvre devront être présentés en temps opportun pour qu'ils puissent être examinés ou modifiés sans apporter aucun retard à la poursuite normale des travaux.

La vérification et la mise au point des documents présentés par l'entrepreneur laisseront entière la responsabilité du titulaire du marché.

La vérification et l'acceptation de ces documents auront pour seul objet de constater qu'ils ne sont pas contraires aux prescriptions des pièces écrites ou des dossiers.

Il appartient à l'entrepreneur titulaire du marché de se mettre en rapport avec les services publics et de demander éventuellement toutes les autorisations nécessaires pour l'exécution des travaux.

#### **3.3. DELAI DE PRESENTATION DES DOCUMENTS.**

L'entrepreneur devra fournir les documents suivants dans les quinze jours qui suivent l'ordre de service:

- Programme d'exécution des travaux et Projet d'installation de chantier,

#### **3.4. PLANNING DES TRAVAUX.**

L'entrepreneur est tenu de respecter le planning, scrupuleusement et impérativement, exception faite des délais supplémentaires dus aux intempéries. Les travaux de viabilités doivent permettre une circulation aisée des riverains. Le planning est établi par le maître d'ouvrage.

### **3.5. CONTROLE DES TRAVAUX.**

L'entrepreneur sera tenu de laisser à tout moment, les responsables chargés du contrôle ou les représentants du maître d'ouvrage, de pénétrer sur le chantier, de le visiter, de prendre toutes dispositions pour leur permettre d'exercer leur mission dans les meilleures conditions. L'entrepreneur aura un représentant permanent qualifié et ayant pouvoir de décision sur le chantier. Ce représentant devra être mis en place pour toute la durée du chantier.

### **3.6. COMPTES RENDUS D'EXECUTION DES TRAVAUX.**

L'entrepreneur sera tenu de transmettre un compte rendu hebdomadaire des travaux exécutés qui devra parvenir au maître d'ouvrage et au maître d'oeuvre au plus tard le vendredi suivant. Y seront consignés les prestations exécutées, leur point d'avancement, le secteur d'intervention.

### **3.7. VISITES DE CHANTIER.**

Des visites de chantier seront faites en présence de l'entrepreneur et feront l'objet d'un compte rendu dressé contradictoirement. Ces visites de chantier seront déterminées un jour fixe par le maître d'ouvrage et toutes les fois qu'il sera jugé nécessaire. L'entrepreneur ou son représentant sera tenu d'assister aux visites de chantier fixées par le maître d'oeuvre. Seront notifiés sur les comptes rendus, les directives pratiques d'exécution des prestations données verbalement à l'entrepreneur ou son représentant, les défauts ou retards constatés, ou tout élément pouvant intéresser la marche du chantier. Ces directives tiennent lieu d'ordre de service. La date d'effet des directives ou des constats est celle de la visite du chantier et non celle de la réception des comptes rendus par l'entrepreneur.

### **3.8. CHANTIER.**

L'entrepreneur devra s'assurer et effectuer le dégagement des emprises de chantier. En fin de semaine, l'entrepreneur aura soin de ranger correctement son matériel en un endroit indiqué par le maître d'oeuvre, après avoir nettoyé le chantier.

### **3.9. TRAVAUX PREPARATOIRES**

#### **3.9.1. Installation, signalisation**

L'entrepreneur doit la fourniture et l'installation de chantier conformément à la réglementation en vigueur, la fourniture et la mise en place de clôtures de protection type 'chantier' répondant aux normes en vigueur ceinturant les zones de stockage et matériels et toutes les zones d'intervention présentant un risque conformément à la réglementation en vigueur.

L'entrepreneur doit la mise en place des dispositifs de signalisation temporaire de chantier, conformément à la réglementation en vigueur.

#### **3.9.2. Piquetage implantation**

L'entrepreneur doit l'implantation en plan et en altitude compte tenu de toutes les sujétions prévisibles à partir des points donnés par le maître d'oeuvre, il doit la vérification de ces points par un géomètre (honoraires dus par le présent lot). Il effectuera toutes les opérations topographiques complémentaires pour l'implantation de ces ouvrages. L'approbation de l'implantation par le maître d'oeuvre n'engage en rien la responsabilité de ceux-ci, ni celle du maître d'ouvrage. L'entrepreneur restera seul responsable des erreurs qu'il aurait pu commettre et en supportera les conséquences quelles qu'en soient l'importance et l'époque de leur découverte. Il est tenu de conserver avec soin les bornes de propriété ou autres repères fixes existants à l'ouverture du chantier. L'implantation et le nivellement théorique seront, si

nécessaire, modifiés sur place pour obtenir un bon raccordement avec les ouvrages voisins. L'entrepreneur ne pourra modifier lui-même quoique ce soit aux plans qui lui ont été remis, par contre, il devra signaler au maître d'oeuvre toutes les erreurs, omissions, imprécisions afin qu'il soit porté remède dans les plus brefs délais.

### **3.10. MISE EN OEUVRE DE LA STRUCTURE**

La structure du terrain multisports est à poser sur la surface enrobée préalablement par le lot1: Travaux de viabilités et aménagements paysagers.

Le mode de pose choisi par le maître d'ouvrage est la pose sur plots préalablement réalisés sur la plateforme empierrée livrée par le lot 1.

Les travaux comprennent :

Phase1 : l'implantation des ancrages, la réalisation des fouilles et la réalisation des massifs d'ancrage béton. Séchage 21 jours.

Phase2 : Après réalisation de la plateforme enrobée, implantation, fixation des poteaux à l'aide de chevilles à frapper, assemblage de tous les éléments.  
Mise en place des protections de boulonnerie et système anti-bruit.

### **3.11. TEST DE CONFORMITE**

Test de conformité comprenant le déplacement, le contrôle des équipements suivant le décret 07-1133 de juillet 2007, la rédaction d'un rapport et la remise au maître d'ouvrage.

### **3.12. GARANTIE**

La résistance mécanique de la structure en acier, le système anti-bruit seront garantis 10 ans.

Les éléments de fixation et le traitement contre la corrosion seront garantis 10 ans.

Le titulaire du marché devra fournir, pendant la période de garantie de l'équipement, les pièces de rechanges originales pour le remplacement des pièces défectueuses.

Le prix des prestations inclura donc les actions correctives sous garantie.